

à des opérations militaires. Le ministère de la Guerre (ou l'autorité britannique ou alliée appropriée) devait consulter l'officier général commandant l'Armée canadienne outre-mer; l'officier était libre d'agir dans le cas de questions mineures de nature temporaire, mais s'il avait le moindre doute, on s'attendait qu'il consultât le gouvernement du Canada à Ottawa. Cette façon de procéder se heurta, dans le cas des projets militaires en cause, à la nécessité du secret le plus absolu qui devait les entourer, mais elle prévalut néanmoins.

Par la suite, il devint impossible au gouvernement de s'abstenir de conscrire des hommes pour service outre-mer. Le 23 novembre 1944, on approuva un décret du Conseil autorisant la mobilisation immédiate de 16,000 hommes en vertu de la Loi sur la mobilisation des ressources nationales; de ce nombre, 12,000 furent envoyés outre-mer, 10,000 atteignirent l'Europe, 2,500 allèrent au feu. Comme résultats de cette décision, il y eut démission de deux ministres du cabinet (Ralston, parce qu'il croyait que la portée de la proposition n'était pas assez considérable; Power, parce qu'il croyait qu'elle l'était trop). Pour sa part, le haut commandement de l'Armée commença à exercer des pressions sur le Gouvernement. Ces événements dramatiques devaient influencer sur les relations entre les fonctionnaires civils et militaires bien longtemps après la capitulation des Allemands le 5 mai 1945.

Le ministère impérial de la Guerre, qui fournit aux dominions une voix dans la haute direction de la guerre au cours de la Grande Guerre, ne fut pas remis sur pied au cours de la Seconde Guerre mondiale. On peut attribuer en grande partie le fait qu'il soit demeuré inactif, en dépit des efforts que les Australiens et d'autres tentèrent à l'occasion pour le faire revivre, au refus du premier ministre du Canada d'y participer. Mackenzie King était convaincu, ainsi qu'il le fit remarquer tant à Ottawa qu'à Londres en 1941, que le système de consultation qui existait déjà, fondé notamment sur un échange toujours croissant de câblogrammes entre les premiers ministres du Commonwealth britannique, était préférable à toute rencontre des premiers ministres en temps de guerre, à Londres, où ils perdraient contact avec leurs collègues du Cabinet et leurs électeurs (et ou, aurait-il peut-être pu ajouter, ils auraient été trop exposés à l'habileté de la bureaucratie britannique). Mackenzie King avait une autre raison de refuser de devenir membre d'un ministère impérial de la Guerre: il avait le sentiment qu'il était beaucoup plus important de demeurer en Amérique du Nord afin d'entretenir des rapports étroits avec le président des États-Unis. C'est son amitié pour Roosevelt qui provoqua la confrontation historique d'Ogdensburg (N.-Y.), de laquelle est née la Commission permanente canado-américaine de défense et le non moins important accord de Hyde Park d'avril 1941 qui eut pour conséquence l'élimination de la frontière entre le Canada et les États-Unis aux fins de production de défense.

Mais après l'entrée en guerre des États-Unis, et après que Churchill et Roosevelt eurent commencé à entretenir leurs propres relations, la position privilégiée du Canada au sein des conseils de guerre des alliés se détériora tout naturellement. Aussi inévitable qu'apparaisse la détérioration avec le recul des années, le premier ministre du Canada ne s'en réjouit pas; son journal et sa correspondance abondent en expressions qui traduisent son mécontentement à la suite de l'exclusion du Canada de telle réunion ou de telle conférence ou parce que les personnalités éminentes ne consultaient pas le Canada autant que, selon lui, elles auraient dû le faire. Une grande partie—peut-être trop grande—des forces diplomatiques du Canada fut, à cette époque (1943-1945), consacrée à des tentatives pour parvenir à faire reconnaître, de la façon que le gouvernement jugeait appropriée, l'effort de guerre du Canada et, ce qui